

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS  
DE BELGIQUE

24 mai 2023

## PROPOSITION DE RÉSOLUTION

**sur la préparation  
d'élections démocratiques  
en République démocratique du Congo**

(déposée par Mme Els Van Hoof)

---

BELGISCHE KAMER VAN  
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

24 mei 2023

## VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**betreffende het voorbereiden  
van democratische verkiezingen  
in de Democratische Republiek Congo**

(ingedien door mevrouw Els Van Hoof)

---

09580

<b>N-VA</b>	: <i>Nieuw-Vlaamse Alliantie</i>
<b>Ecolo-Groen</b>	: <i>Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen</i>
<b>PS</b>	: <i>Parti Socialiste</i>
<b>VB</b>	: <i>Vlaams Belang</i>
<b>MR</b>	: <i>Mouvement Réformateur</i>
<b>cd&amp;v</b>	: <i>Christen-Démocratique en Vlaams</i>
<b>PVDA-PTB</b>	: <i>Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique</i>
<b>Open Vld</b>	: <i>Open Vlaamse liberalen en democraten</i>
<b>Vooruit</b>	: <i>Vooruit</i>
<b>Les Engagés</b>	: <i>Les Engagés</i>
<b>DéFI</b>	: <i>Démocrate Fédéraliste Indépendant</i>
<b>INDEP-ONAFH</b>	: <i>Indépendant – Onafhankelijk</i>

<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>		<i>Afkorting bij de nummering van de publicaties:</i>
<b>DOC 55 0000/000</b>	<i>Document de la 55<sup>e</sup> législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi</i>	<b>DOC 55 0000/000</b> <i>Parlementair document van de 55<sup>e</sup> zittingsperiode + basisnummer en volgnummer</i>
<b>QRVA</b>	<i>Questions et Réponses écrites</i>	<b>QRVA</b> <i>Schriftelijke Vragen en Antwoorden</i>
<b>CRIV</b>	<i>Version provisoire du Compte Rendu Intégral</i>	<b>CRIV</b> <i>Voorlopige versie van het Integraal Verslag</i>
<b>CRABV</b>	<i>Compte Rendu Analytique</i>	<b>CRABV</b> <i>Beknopt Verslag</i>
<b>CRIV</b>	<i>Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)</i>	<b>CRIV</b> <i>Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)</i>
<b>PLEN</b>	<i>Séance plénière</i>	<b>PLEN</b> <i>Plenum</i>
<b>COM</b>	<i>Réunion de commission</i>	<b>COM</b> <i>Commissievergadering</i>
<b>MOT</b>	<i>Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)</i>	<b>MOT</b> <i>Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)</i>

## DÉVELOPPEMENTS

La nation congolaise aborde le quatrième cycle électoral de son histoire récente. Le 26 novembre 2022, la CENI (Commission électorale nationale indépendante) a fixé une date définitive: des élections générales seront organisées le 20 décembre 2023. À cette date se tiendront donc à la fois des élections présidentielles et législatives et des élections provinciales et locales.

### Contexte

L'organisation d'élections en République démocratique du Congo (RDC) est un processus extrêmement complexe et ce, pour diverses raisons. Tout d'abord, le Congo est un pays immense – environ 77 fois plus grand que la Belgique. Il présente ensuite des lacunes importantes en matière d'infrastructures et de communications. Enfin, l'Est du Congo est en proie à un conflit qui dure depuis des décennies et auquel aucune solution n'a encore pu être trouvée. Eu égard à ces différents éléments, le coût de l'organisation des élections est estimé à un montant situé entre 600 millions et un milliard de dollars.

Malgré les défis à relever, il est essentiel que ces élections aient lieu et qu'elles se déroulent de manière démocratique. Il y a tout d'abord l'argument juridique: la Constitution congolaise dispose clairement que des élections doivent se tenir tous les cinq ans. Pour respecter ce prescrit, il convient d'organiser les prochaines élections au plus tard en 2023, soit cinq ans après les dernières élections, qui ont eu lieu en 2018. Il y a ensuite l'argument démocratique: la tenue d'élections équitables et transparentes est une étape importante dans le processus de démocratisation que connaît actuellement le Congo.

Les élections de 2018 ne se sont pas déroulées sans accroc. Elles ont été organisées avec deux ans de retard et leur caractère démocratique a été remis en cause par de nombreux observateurs. Après les élections mouvementées de 2018, il est essentiel que celles de 2023 se déroulent dans les meilleures conditions possibles. On constate que certaines couches de la population du Congo sont démotivées face au processus électoral. Il faut donc restaurer la confiance du peuple congolais dans le processus démocratique. Le Congo et la communauté internationale doivent tirer les leçons des erreurs commises lors des élections précédentes.

Différents rapports et organisations mettent par ailleurs en garde contre ce que l'on appelle le glissement, c'est-à-dire le report des élections à une date ultérieure. Il faut

## TOELICHTING

De Congolese natie nadert de vierde verkiezingscyclus in haar recente geschiedenis. De CENI ("Commission Électorale Nationale Indépendante") schoof op 26 november 2022 een definitieve datum naar voor: op 20 december 2023 zullen er algemene verkiezingen worden georganiseerd. Meer bepaald zullen op deze datum presidents- en parlementsverkiezingen, alsook provinciale en lokale verkiezingen plaatsvinden.

### Context

Het organiseren van verkiezingen in de Democratische Republiek Congo (DRC) is een uiterst complex proces. Daar zijn verschillende redenen voor. Om te beginnen is Congo een reusachtig land, ongeveer 77 keer groter dan België. Daarnaast kampt het land met ernstige gebreken op het vlak van infrastructuur en communicatie. Bovendien is er in het oosten van het land al gedurende decennia een conflict aan de gang dat maar niet opgelost raakt. Dat alles zorgt er voor dat aan de organisatie van de verkiezingen een kostenplaatje vasthangt van naar schatting 600 miljoen tot 1 miljard dollar.

Ondanks de uitdagingen is het van groot belang dat deze verkiezingen plaatsvinden en democratisch verlopen. Enerzijds is er het juridische argument: de Congolese grondwet stelt duidelijk dat verkiezingen om de vijf jaar moeten worden georganiseerd. Om de Congolese grondwet te respecteren, moeten de komende verkiezingen dus ten laatste in 2023 plaatsvinden, vijf jaar na de vorige verkiezingen van 2018. Anderzijds is er het democratische argument: het houden van eerlijke en transparante verkiezingen is een belangrijke stap in het democratizeringsproces dat Congo momenteel doormaakt.

De vorige verkiezingen van 2018 zijn niet bepaald vlekkeloos verlopen. Zij werden georganiseerd met een vertraging van twee jaar en er kwam vanuit verschillende hoeken kritiek op het democratische gehalte van de verkiezingen. Na de rumoerige verkiezingen van 2018 is het van essentieel belang dat de verkiezingen in 2023 doorgaan en zo vlot mogelijk verlopen. Men merkt dat er in Congo bij bepaalde delen van de bevolking een demotivatie is tegenover het verkiezingsproces. Het vertrouwen van de Congolese bevolking in het democratische proces moet dus worden hersteld. Zowel Congo als de internationale gemeenschap moet leren uit de fouten die gemaakt zijn bij eerdere verkiezingen.

Verschillende rapporten en organisaties waarschuwen bovendien voor een zogenaamde *glissement*, het uitstellen van de verkiezingen naar een latere datum.

éviter à tout prix un tel glissement politique, qui aurait pour conséquence de maintenir le président sortant au pouvoir jusqu'à ce que des élections puissent effectivement être organisées. Non seulement cette situation serait contraire à la Constitution, mais elle engendrerait également un déficit démocratique et minerait la confiance de la population dans le processus démocratique. Un glissement ne devrait pouvoir être opéré que pour des raisons techniques ou à la suite d'irrégularités constatées dans le processus préparatoire. En outre, l'espace civique en RDC est sérieusement menacé à l'approche des élections. Il est donc crucial de réfléchir et d'agir avant les élections de 2023 pour contribuer à la pacification de l'environnement électoral, réduire les risques de fraude électorale et éviter les violences post-électorales.

La situation sécuritaire dans l'Est du pays est l'un des défis les plus importants de tout le processus électoral. Cela fait plus de 25 ans que cette région est ravagée par un conflit qui a déjà coûté la vie à des centaines de milliers voire à des millions de personnes. La violence s'est toutefois encore intensifiée depuis un an et demi, après que le groupe rebelle M23 a reconquis certaines parties de la région. Différentes organisations, dont les Nations Unies (ONU), indiquent que le M23 bénéficie du soutien du Rwanda. Il s'agit de l'une des plus graves crises humanitaires au monde. Un tiers de la population souffre de la faim et l'on compte plus de 5,5 millions de déplacés. La présence de la MONUSCO, la force de maintien de la paix des Nations Unies dans l'Est du Congo, n'a donné que peu de résultats.

Le 3 mai 2021 – il y a donc plus de deux ans –, l'état de siège a été déclaré dans les provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu, entraînant une militarisation complète des pouvoirs publics. Les libertés sont bridées. L'état de siège n'a jusqu'à présent donné aucun résultat positif, bien au contraire. La situation en matière de sécurité semble encore se dégrader. Il va sans dire que ce n'est pas un climat idéal pour organiser des élections.

## CENI

L'organisation de l'ensemble du processus électoral est entre les mains de la CENI, la Commission électorale nationale indépendante. Cette commission se compose de 15 membres issus de la majorité, de l'opposition et de la société civile et est présidée par M. Denis Kadima Kazadi. Les deux principales confédérations religieuses congolaises, l'ECC, protestante, et la CENCO, catholique, qui représentent 80 % de la population congolaise, étaient

Een dergelijke politieke *glissement* moet tegen elke prijs worden vermeden. Indien de verkiezingen worden uitgesteld naar een latere datum, zou dit tot gevolg hebben dat de zittende president aan de macht blijft totdat de verkiezingen wel georganiseerd kunnen worden. Dat is niet alleen ongrondwettelijk, het zorgt ook voor een democratisch deficit en het is nefast voor het vertrouwen van de bevolking in het democratische proces. Een *glissement* zou enkel een optie mogen zijn om technische redenen of vanwege onregelmatigheden in het voorbereidende proces. Daarnaast wordt de civiele ruimte in de DRC in de aanloop naar de verkiezingen ernstig bedreigd. Het is daarom van cruciaal belang dat er vóór de verkiezingen van 2023 wordt nagedacht en gehandeld om bij te dragen tot de pacificatie van het verkiezingsklimaat, om de kans op verkiezingsfraude te verkleinen en om een situatie van geweld na de verkiezingen te voorkomen.

De veiligheidssituatie in het oosten van het land vormt één van de grootste uitdagingen in heel het verkiezingsproces. Al meer dan 25 jaar wordt deze regio geteisterd door een conflict dat ondertussen al honderdduizenden, tot zelfs miljoenen doden heeft veroorzaakt. Sinds anderhalf jaar is het geweld echter geëscaleerd nadat de rebellengroep M23 opnieuw delen van de regio veroverde. Verschillende organisaties, inclusief de Verenigde Naties (VN), geven aan dat M23 hierin gesteund wordt door Rwanda. Het is één van de grootste humanitaire crises van de wereld. Een derde van de bevolking leidt honger en er zijn meer dan 5,5 miljoen ontheemden. De aanwezigheid van MONUSCO, de vredesmacht van de VN in Oost-Congo, heeft tot weinig resultaten geleid.

Op 3 mei 2021, intussen al meer dan twee jaar geleden dus, werd de staat van beleg afgekondigd in de provincies Ituri en Noord-Kivu. Het gevolg van de staat van beleg is een volledige militarisering van de overheid. Vrijheden worden aan banden gelegd. Positieve resultaten als gevolg van de staat van beleg kunnen nog niet worden voorgelegd, wel integendeel. De veiligheidssituatie lijkt van kwaad naar erger te gaan. Het behoeft geen betoog dat dit geen ideaal klimaat is om verkiezingen te organiseren.

## CENI

De organisatie van het hele verkiezingsproces ligt in handen van CENI ("Commission électorale nationale indépendante"), de nationale onafhankelijke kiescommissie. De commissie bestaat uit 15 leden afkomstig uit de meerderheid, de oppositie en het maatschappelijke middenveld en wordt voorgezeten door de heer Denis Kadima Kazadi. De twee grootste religieuze confederaties in Congo, de protestantse (ECC) en de katholieke

toutefois opposées à la nomination de M. Denis Kadima Kazadi au poste de président de la CENI, dénonçant des tentatives de corruption pour imposer cette candidature. Bien qu'il soit considéré comme étant le plus compétent sur le plan technique, ce candidat ne satisfait pas, selon l'ECC et la CENCO, aux exigences éthiques en termes de réputation et d'indépendance.

En février 2022, cette instance a publié une "feuille de route", un calendrier électoral détaillant les différentes phases menant aux élections, accompagné d'objectifs intermédiaires et de dates butoirs. Dès le départ, la faisabilité de la feuille de route a soulevé de sérieuses questions. Des experts ont averti que le temps alloué à certains processus était trop court. Dans l'intervalle, des retards se sont également accumulés, notamment lors de l'enregistrement des électeurs dans certaines provinces. À ce stade, la CENI maintient toutefois la date prévue du 20 décembre 2023.

En sa qualité d'organisateur indépendant, la CENI joue un rôle central dans l'ensemble du processus électoral. Il est dès lors important que la Commission fasse preuve d'une transparence suffisante au niveau de son fonctionnement et que celui-ci puisse être contrôlé par un organe indépendant. Ainsi qu'il a été dit précédemment, la Commission étant dotée d'un budget conséquent, il est nécessaire de pouvoir contrôler suffisamment les dépenses de l'organisation. Ces mécanismes de contrôle critiques sont présents au Congo. Citons, par exemple, l'Observatoire de la dépense publique (ODEP), une association qui réunit des organisations de la société civile et qui surveille le budget public. Par ses analyses minutieuses, l'ODEP s'est forgé une solide réputation. Dans une étude récente, l'Observatoire a révélé que le financement du processus électoral congolais n'était pas suffisamment transparent.

Outre l'ODEP, d'autres organisations de premier plan qui contrôlent les autorités existent également. La Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO) et l'Église du Christ au Congo (ECC) ont déployé une mission d'observation électorale en 2022. Les représentants des églises catholiques et protestantes ont beaucoup d'autorité au Congo et sont généralement considérés comme des observateurs objectifs. Leur but est de contribuer à la transparence du processus électoral en cours à chacune de ses phases afin d'accroître la confiance du public dans le scrutin et de contribuer à l'acceptation des résultats par tous, garantie de paix et de stabilité au Congo. Ils publient régulièrement des rapports intermédiaires dans lesquels ils suivent étroitement le déroulement du scrutin.

(CENCO), die 80 % van de Congolese bevolking vertegenwoordigen, waren echter tegen de benoeming van de heer Denis Kadima Kazadi als voorzitter van CENI gekant. Volgens hen zijn er pogingen tot corruptie geweest om deze kandidaat op te dringen. Hoewel deze kandidaat technisch als de beste wordt beschouwd, voldoet hij volgens ECC en CENCO niet aan de ethische eisen van goede reputatie en onafhankelijkheid.

In februari 2022 bracht de instantie een *feuille de route* uit, een verkiezingskalender waarin het stappenplan naar de verkiezingen toe op gedetailleerde wijze wordt uitgestippeld, met tussentijdse doelstellingen en *deadlines*. Vanaf het begin waren er echter ernstige vragen over de haalbaarheid van het stappenplan. Experts waarschuwden dat er voor bepaalde processen te weinig tijd werd uitgetrokken. Het proces heeft intussen ook al vertraging opgelopen, bijvoorbeeld bij het registreren van de kiezers in bepaalde provincies. Voorlopig blijft CENI echter vasthouden aan de datum van 20 december 2023.

CENI heeft als onafhankelijke organisator een centrale rol binnen het hele verkiezingsproces. Het is dan ook belangrijk dat CENI voldoende transparantie aan de dag legt in haar werking en dat er een onafhankelijke controle kan worden uitgeoefend op de werking van CENI. Zoals eerder gezegd, krijgt de commissie een zeer groot budget ter beschikking; men moet dus voldoende controle kunnen uitoefenen op de uitgaven van de organisatie. Die kritische controlemechanismen zijn aanwezig in Congo. Zo is er bijvoorbeeld het Observatorium voor de Overheidsuitgaven (ODEP), een vereniging van middenveldorganisaties die het overheidsbudget opvolgt. Dankzij haar grondige analyses heeft ODEP intussen een stevige reputatie uitgebouwd. Uit recent onderzoek van ODEP bleek dat er onvoldoende transparantie is over de financiering van het Congolese verkiezingsproces.

Naast ODEP zijn er andere belangrijke organisaties die de overheid controleren. CENCO ("Conférence épiscopale nationale du Congo") en ECC ("L'Église du Christ au Congo") hebben in 2022 samen een electorale waarnemersmissie opgericht. De vertegenwoordigers van de katholieke en protestantse kerken hebben veel gezag in Congo en worden algemeen beschouwd als objectieve waarnemers. Hun doel is om bij te dragen tot de transparantie van het lopende verkiezingsproces in al zijn fasen, om het vertrouwen van het publiek in het proces te vergroten en om bij te dragen tot de aanvaarding van de resultaten door iedereen, wat een waarborg is voor vrede en stabiliteit in Congo. Zij brengen regelmatig tussentijdse rapporten uit, waarin zij het verloop van het verkiezingsproces nauwgezet opvolgen.

La CENCO et l'ECC ont ainsi découvert que du matériel sensible destiné à l'identification et à l'inscription des électeurs circulait parmi des personnes non habilitées à cette fin, qui ont été trouvées en possession de leur propre kit d'enregistrement. Lorsque ce kit n'est pas détenu par un centre d'enregistrement, mais par un individu, ce dernier acquiert automatiquement la compétence d'enregistrer des électeurs, qui se comptent parfois en milliers. Ces mêmes individus pourraient ensuite étendre leur contrôle à un bureau de vote. Il est évident que cette situation peut devenir problématique et qu'elle doit être clarifiée. En outre, plusieurs bureaux d'inscription figurant sur la carte n'ont pu être retrouvés par la CENCO et l'ECC sur le terrain.

Le président de la CENI, M. Denis Kadima Kazadi, s'est dit ouvert aux critiques de la société civile congolaise. Des journées portes ouvertes seront organisées pour les citoyens congolais au cours desquelles différents processus leur seront expliqués, comme l'élimination des doubles enregistrements et les mesures destinées à éviter que des mineurs d'âge puissent s'inscrire. Il est important que la société civile congolaise soit associée aux phases préparatoires du scrutin et qu'il soit tenu compte des remarques et des constats formulés par des observateurs objectifs pour éviter toute influence sur les résultats électoraux.

## **Belgique**

La Belgique entretient un lien unique avec le Congo. Une importante diaspora congolaise vit dans notre pays et selon les chiffres de la CENI, 3.500 électeurs congolais se sont fait enregistrer à Bruxelles pour pouvoir voter. Si nos pays partagent une histoire longue et tumultueuse, ils sont également résolus à se tourner vers l'avenir. Nous devons chercher à nouer une relation plus étroite et plus solide entre la Belgique et le Congo, basée sur un rapport d'égalité entre les deux pays partenaires. Dans le prolongement de cet objectif, la Belgique doit être disposée à soutenir les autorités congolaises lorsque celles-ci en font la demande.

De nombreuses organisations belges entretiennent des liens très forts avec la population et la société civile congolaises. Grâce à cette collaboration participative bien ancrée avec les organisations locales et la société civile congolaise, la Belgique a acquis beaucoup de connaissances de terrain et d'expertise sur le Congo, nettement plus que d'autres pays européens ou occidentaux. En contrepartie, la Belgique a une responsabilité, celle d'utiliser les connaissances provenant de la société civile congolaise pour recenser les problématiques de la RDC lors de rencontres européennes et internationales. La nécessité d'attirer l'attention de la communauté internationale sur le Congo a été douloureusement soulignée

CENCO-ECC heeft bijvoorbeeld ontdekt dat gevoelig materiaal, bestemd voor de identificatie en inschrijving van kiezers, in omloop is bij personen die daarvoor niet bevoegd zijn. Het zou gaan om bepaalde personen die een eigen registratiekit in bezit hebben gekregen. Wanneer niet een registratiecentrum, maar een individu een registratiekit bezit, betekent dit dat een individu plots bevoegd is voor de registratie van soms wel duizenden kiezers. Hierdoor zouden deze individuen ook later een stembureau onder hun controle kunnen krijgen. Het is duidelijk dat dit problematische gevolgen kan hebben en dat dit moet worden uitgeklaard. Daarnaast staan er ook verschillende inschrijvingsbureaus op de kaart die CENCO-ECC niet kon terugvinden op het terrein.

CENI-voorzitter Denis Kadima Kazadi heeft verklaard open te staan voor de kritiek vanuit het Congolese middenveld. Er zullen opendeurdagen worden georganiseerd voor de Congolese bevolking, waarin men bepaalde processen uitlegt, zoals bijvoorbeeld het ontdubbelen van registraties en het vermijden dat minderjarigen zich kunnen inschrijven. Het is belangrijk dat het Congolese maatschappelijke middenveld wordt betrokken bij de voorbereidende fases van het verkiezingsproces en dat er met opmerkingen en bevindingen van objectieve waarnemers rekening wordt gehouden om beïnvloeding van de verkiezingsuitslagen te voorkomen.

## **België**

België heeft een unieke band met Congo. Er leeft een grote Congolese diaspora in België en volgens cijfers van CENI hebben 3.500 Congolese kiezers zich in Brussel geregistreerd om hun stem te kunnen uitbrengen. Onze landen delen samen een lange en turbulente geschiedenis, maar zijn tegelijk vastbesloten om te focussen op de toekomst. We moeten streven naar een sterkere en robuustere relatie tussen België en Congo, waarbij de beide landen als gelijke partners met elkaar omgaan. In het verlengde hiervan moet België open staan voor een ondersteuning van de Congolese overheid wanneer het land daar om vraagt.

Veel Belgische organisaties hebben sterke banden met de Congolese bevolking en het Congolese middenveld. Dankzij die sterk verankerde bottom-up-samenwerking met lokale organisaties en het Congolese middenveld is er in België veel terreinkennis en expertise over Congo, veel meer dan in andere Europese of Westerse landen. Dat brengt voor België een verantwoordelijkheid met zich mee: het moet die kennis vanuit het Congolese middenveld gebruiken om de problematieken van de DRC aan te kaarten op internationale en Europese bijeenkomsten. De noodzaak om de wereldwijde aandacht op Congo te richten, werd pijnlijk duidelijk in het rapport van de *Norwegian Refugee Council* uit 2022, waarin het

dans le rapport du Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC) de 2022, qui a qualifié le conflit dans l'Est du Congo de crise la plus délaissée au monde.

La Belgique doit jouer un rôle de premier plan au niveau de l'UE et insister notamment sur la nécessité d'envoyer un nombre suffisant d'observateurs dans le pays, tant pendant les élections qu'au cours de la période qui les précède. La présence d'observateurs internationaux constituerait un renfort important pour les observateurs congolais déjà agréés. La ministre des Affaires étrangères, Mme Hadja Lahbib, a indiqué à plusieurs reprises qu'elle était favorable à l'envoi d'une mission d'observation européenne en RDC et, au cours de la réunion de la commission des Relations extérieures du 26 avril 2023, elle a confirmé que son homologue congolais, M. Christophe Lutundula, avait transmis à l'UE une demande formelle en ce sens. Entre-temps, une première mission exploratoire européenne a été annoncée: elle sera organisée en juin et aura pour but d'étudier les dimensions électorale, logistique et sécuritaire d'une future mission d'observation. Une recommandation sera ensuite formulée, sur la base de laquelle le Haut représentant de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, M. Josep Borrell, prendra une décision. C'est déjà un bon début, mais la Belgique doit continuer à convaincre les autres pays européens que des actes visant à influencer le résultat d'une élection peuvent se produire à n'importe quel stade du processus électoral, et pas seulement le jour du scrutin.

Au sein de l'Union européenne, nous devrions convenir qu'il existe, dans le processus électoral, certaines lignes rouges qui ne peuvent être franchies, comme, par exemple, celle de la souveraineté d'un pays. On ne peut en effet en aucun cas tolérer que les pays voisins du Congo tentent, d'une manière ou d'une autre, d'influencer les résultats des élections. Cette position est d'ailleurs conforme à la "Stratégie renouvelée de l'UE pour la région des Grands Lacs", qui a été approuvée le 20 février 2023. Le point 10 de cette stratégie indique clairement que "l'UE encouragera la tenue d'élections libres et régulières".

Nous devons en outre soutenir le mieux possible les autorités congolaises dans toutes les facettes du processus électoral, qui est complexe. C'est d'ailleurs ce que prévoit l'accord de gouvernement, qui indique notamment que "la stabilité et le développement économique dans la région des Grands Lacs et du Sahel resteront une priorité pour la Belgique." La Belgique peut offrir son aide en vue de maximiser la protection de l'espace démocratique au Congo. Cela peut notamment se faire en soutenant des initiatives d'éducation civique en coopération avec des organisations congolaises.

conflict in Oost-Congo uitgeroepen werd tot het meest onderbelichte conflict ter wereld.

België moet op EU-niveau een voortrekkersrol opnemen en dient er bijvoorbeeld op aan te dringen om voldoende waarnemers te sturen naar het land, zowel tijdens de verkiezingen als in de aanloop er naartoe. De aanwezigheid van internationale waarnemers zou een sterke aanvulling zijn op de reeds erkende Congolese waarnemers. Minister van Buitenlandse Zaken Hadja Lahbib heeft al verschillende keren aangegeven dat zij voorstander is van een Europese waarnemersmissie in de DRC, en in de commissie Buitenlandse Betrekkingen heeft ze op 26 april 2023 bevestigd dat haar Congolese homoloog Christophe Lutundula een formeel verzoek om een Europese waarnemersmissie heeft overgemaakt aan de EU. Intussen werd aangekondigd dat er in juni een Europese "pre-missie" zal worden georganiseerd om de electorale, logistieke en veiligheidsaspecten van een waarnemersmissie te bestuderen. Vervolgens zal een aanbeveling worden geformuleerd; op basis daarvan zal de hoge vertegenwoordiger van de Europese Unie voor buitenlandse zaken en veiligheidsbeleid, de heer Josep Borrell, een besluit nemen. Dat is al een goed begin, maar België moet andere Europese landen blijven duidelijk maken dat beïnvloeding van verkiezingen in elke fase van het verkiezingsproces kan voorkomen, niet enkel op de dag dat mensen hun stem uitbrengen.

Wij moeten binnen de Europese Unie afspreken dat er bepaalde rode lijnen zijn in het verkiezingsproces, die niet overschreden mogen worden. De soevereiniteit van een land is een dergelijk voorbeeld van een rode lijn. Wij mogen absoluut niet tolereren dat buurlanden van Congo proberen om de verkiezingsuitslag op één of andere manier te beïnvloeden. Deze houding ligt ook in de lijn van de *Renewed EU Great Lakes Strategy* van 20 februari 2023. In punt 10 van die strategie betreffende de regio van de Grote Meren staat duidelijk geschreven: "De EU zal vrije en eerlijke verkiezingen promoten".

Verder moeten wij de Congolese overheid zo goed mogelijk ondersteunen in alle facetten van het complexe verkiezingsproces. Dit is in lijn met het regeerakkoord, dat stelt dat "de stabiliteit en economische ontwikkeling in het gebied van de Grote Meren en de Sahel-regio voor België een prioritair belang (blijft)". België kan hulp aanbieden bij het maximaal beschermen van de democratische ruimte in Congo. Dit kan door bijvoorbeeld initiatieven voor burgerschapseducatie te ondersteunen, in samenwerking met Congolese organisaties. Organisaties zoals CNCD-11.11.11 hebben veel ervaring

Des organisations telles que le CNCD-11.11.11 ont une grande expérience de tels projets menés conjointement avec des organisations congolaises et devraient donc recevoir l'appui de la Belgique afin de les aider à mettre en œuvre ces projets d'éducation à la citoyenneté.

La Belgique peut également apporter son soutien aux organisations qui défendent les droits des femmes. Bien qu'elles constituent 50,54 % de l'électorat congolais, les femmes restent en effet fortement sous-représentées au niveau politique: seulement 12,8 % des femmes sont représentées à l'Assemblée nationale, pour 23,9 % au Sénat. En RDC, la parité est un principe constitutionnel. Il s'agit donc, en théorie, d'une opportunité à saisir.

## Conclusion

Les mois à venir seront cruciaux pour la préparation des élections au Congo. Il est essentiel que chaque étape du processus électoral bénéficie du soutien de la population et des acteurs concernés. Une véritable alternance démocratique ne sera possible que si les élections de 2023 se tiennent librement et de manière transparente, inclusive et pacifique, avec la présence d'observateurs nationaux et internationaux. La menace de violences et d'une insécurité pourrait entraver la participation des électeurs et nuire à la crédibilité des résultats. Les partenaires de la République démocratique du Congo, la Belgique en tête, doivent être prêts à soutenir les efforts des autorités congolaises dans ce domaine.

met zulke projecten, die in samenwerking met Congolese organisaties worden uitgerold, en moeten dan ook de steun van België krijgen bij de uitvoering van deze burgerschapsvormende projecten.

Verder kan België ook ondersteuning bieden aan organisaties die voor vrouwenrechten opkomen. Vrouwen vertegenwoordigen 50,54 % van de Congolese kiezers. Op politiek niveau blijven zij echter sterk ondervertegenwoordigd. Slechts 12,8 % van de vrouwen is vertegenwoordigd in de Nationale Vergadering en 23,9 % in de Senaat. In de DRC is pariteit een grondwettelijk beginsel, dat in theorie een kans biedt om te worden aangegrepen.

## Conclusie

De komende maanden zullen cruciaal zijn voor de voorbereiding van de verkiezingen in Congo. Het is van essentieel belang dat elke fase van het verkiezingsproces de steun krijgt van de bevolking en de betrokken actoren. Een echte democratische machtswissel zal slechts mogelijk zijn als de verkiezingen van 2023 vrij, transparant, inclusief en vreedzaam verlopen, met de aanwezigheid van nationale en internationale waarnemers. De dreiging van geweld en onveiligheid kan de opkomst bij de verkiezingen belemmeren en de geloofwaardigheid van de resultaten ondermijnen. De partners van de Democratische Republiek Congo, in de eerste plaats België, moeten bereid zijn om de inspanningen van de Congolese autoriteiten op dit gebied te ondersteunen.

Els Van Hoof (cd&v)

## PROPOSITION DE RÉSOLUTION

---

A. vu la Constitution de la République démocratique du Congo du 18 février 2006, notamment ses dispositions suivantes:

A.1. son Titre III, Chapitre 1<sup>er</sup>, Section 1<sup>re</sup>, § 1<sup>er</sup> ("Du Président de la République") limitant la présidence comme suit:

A.1.1. le président veille au respect de la Constitution (art. 69, alinéa 2);

A.1.2. le mandat du président est fixé à cinq ans et est renouvelable une seule fois (art. 70, alinéa 1<sup>er</sup>);

A.2. son Titre 1<sup>er</sup>, Chapitre 1<sup>er</sup>, Section 1<sup>re</sup> ("De l'État") garantissant les droits de l'opposition comme suit:

A.2.1. Le pluralisme politique est reconnu en République démocratique du Congo (RDC) et les partis politiques sont tenus au respect des principes de démocratie pluraliste (art. 6, alinéas 1<sup>er</sup> et 3);

A.2.2. l'opposition politique est reconnue en RDC. Les droits de l'opposition ne peuvent être soumis à aucune autre limite que celles imposées à tous les partis par la Constitution et par la loi (art. 8, alinéa 1<sup>er</sup>);

A.3. son Titre VII ("De la révision constitutionnelle") interdisant toute révision de la forme républicaine de l'État, du principe du suffrage universel, de la forme représentative du gouvernement, du nombre et de la durée des mandats du président de la République et du pluralisme politique (art. 220);

B. vu la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, ratifiée par la République démocratique du Congo le 9 décembre 1982, énumérant les droits humains les plus fondamentaux sur le continent africain;

C. vu l'engagement pris par la République démocratique du Congo dans le cadre de l'accord de Cotonou (2000) de respecter la démocratie, l'État de droit et les principes des droits humains, notamment la liberté d'expression, la liberté des médias, la bonne gouvernance et la transparence en matière de fonctions politiques;

D. vu l'Accord de paix global et inclusif du 17 décembre 2002 contenant les dispositions transitoires relatives à la transition démocratique du Congo;

## VOORSTEL VAN RESOLUTIE

---

A. gelet op de grondwet van de Democratische Republiek Congo van 18 februari 2006, en meer bepaald de volgende bepalingen:

A.1. onder Titel III, Hoofdstuk I, Subsectie I, Paragraaf 1 ("De President van de Republiek"), die de volgende beperkingen aan het presidentschap opleggen:

A.1.1. de president garandeert de eerbied voor de Grondwet (art. 69, tweede lid);

A.1.2. de presidentiële termijn wordt op vijf jaar vastgesteld en de herkiesbaarheid wordt beperkt tot één maal (art. 70, eerste lid);

A.2. onder Titel I, Hoofdstuk I, Sectie I ("De Staat"), die de rechten van de oppositie waarborgt:

A.2.1. het politieke pluralisme wordt in de Democratische Republiek Congo (DRC) erkend en alle politieke partijen moeten dat pluralisme eerbiedigen (art. 6, eerste en derde lid);

A.2.2. de politieke oppositie wordt in de DRC erkend. Aan de rechten van de oppositie kunnen geen andere beperkingen worden opgelegd dan deze die door de Grondwet en de wet aan alle partijen worden voorgeschreven (art. 8, eerste lid);

A.3. onder Titel VIII ("Herziening van de Grondwet"), die de amendering verbiedt van aanpassingen die het republikeinse karakter van de Staat, het algemeen kiesrecht, het representatieve karakter van de overheid, het aantal en de duur van de presidentiële termijn en het pluralisme van politieke partijen betreffen (art. 220);

B. gelet op het Afrikaanse Handvest voor mensenrechten en volkerenrechten, dat op 9 december 1982 door de Democratische Republiek Congo werd geratificeerd en dat de meest fundamentele mensenrechten op het Afrikaanse continent opsomt;

C. gelet op de toezegging die werd gedaan door de DRC in het kader van de Overeenkomst van Cotonou (2000) om de democratie, de rechtstaat en de mensenrechtenbeginselen te eerbiedigen, onder meer de vrijheid van meningsuiting, de vrijheid van de media, het goede bestuur en de transparantie inzake politieke functies;

D. gelet op het Globaal en Inclusief Akkoord van 17 december 2002, dat de overgangsregelingen bevat omtrent de democratische transitie van Congo;

E. considérant que la Commission électorale nationale indépendante de la RDC (CENI) a décidé que les élections auraient lieu le 20 décembre 2023;

F. vu la feuille de route, soit le calendrier électoral présenté par la CENI le 26 novembre 2022;

G. considérant que, pour des raisons de sécurité, la CENI n'est pas en mesure d'organiser les opérations électORALES en cours dans les territoires de Nyiragongo, Rutshuru et Masisi;

H. considérant qu'il ressort des chiffres de la CENI que 3 500 électeurs congolais ont été inscrits à Bruxelles;

I. considérant qu'il a été convenu d'affecter un montant de 642 millions de dollars à l'organisation des élections, mais que tout indique que la CENI demandera plus d'un milliard de dollars;

J. considérant que l'Observatoire de la dépense publique (ODEP) a déclaré que le financement du processus électoral en RDC manquait de transparence;

K. vu la Mission Observation Électorale (MOE) de la CENCO-ECC;

L. considérant que des observateurs indépendants sur le terrain ne parviennent pas à trouver certains centres d'inscription enregistrés;

M. considérant que la CENCO-ECC a reçu 1 194 rapports de ses observateurs sur le terrain entre le 25 janvier et le 7 février 2023 et que ces rapports font état de 231 incidents (19,35 %), dont 61 concernent des centres d'inscription confrontés à des perturbations depuis plus d'une semaine et 41 concernent des centres d'inscription non opérationnels ou fermés au cours de cette période;

N. considérant que du matériel sensible destiné à l'identification et à l'inscription des électeurs est entre les mains de personnes non habilitées, ce qui permet à certains individus de contrôler des centres d'inscription entiers;

O. considérant que 46,5 % des Congolais sont âgés de moins de 15 ans et ne sont donc pas encore en âge de voter;

P. considérant que le projet d'éducation à la citoyenneté mis en œuvre par la CNCD-11.11.11, en coopération avec des organisations congolaises, vise à renforcer la

E. gelet op de beslissing van de Congolese kiescommissie CENI om de verkiezingen te laten doorgaan op 20 december 2023;

F. gelet op de *feuille de route*, de kieskalender die CENI presenteerde op 26 november 2022;

G. overwegende dat CENI om veiligheidsredenen de lopende verkiezingsoperaties in de gebieden Masisi, Rutshuru en Nyiragongo niet kan organiseren;

H. gelet op het feit dat uit de cijfers van CENI blijkt dat er 3 500 Congolese kiezers geregistreerd werden in Brussel;

I. overwegende dat een bedrag van 642 miljoen dollar werd afgesproken voor de organisatie van de verkiezingen, maar dat alles er op wijst dat de CENI meer dan een miljard dollar zal vragen;

J. gelet op de uitspraken van het Observatorium voor de Overheidsuitgaven (ODEP), waarin wordt gesteld dat er onvoldoende transparantie is over de financiering van het Congolese verkiezingsproces;

K. gelet op de "Mission Observation Électorale" (MOE) van CENCO-ECC;

L. overwegende dat er inschrijvingscentra zijn geregistreerd die onafhankelijke waarnemers niet kunnen terugvinden op het terrein;

M. overwegende dat CENCO-ECC tussen 25 januari en 7 februari 2023 1 194 verslagen van haar veldwaarnemers heeft ontvangen en dat in deze rapporten wordt melding gemaakt van 231 (19,35 %) incidenten, waarvan er 61 gingen over registratiecentra die langer dan een week met storingen kampen en 41 over registratiecentra die in deze periode niet operationeel of niet open waren;

N. overwegende dat gevoelig materiaal, bestemd voor de identificatie en inschrijving van kiezers, in omloop is bij personen die daartoe niet bevoegd zijn, waardoor individuen de controle kunnen krijgen over volledige registratiecentra;

O. gelet op het feit dat 46,5 % van de Congolezen jonger is dan 15 jaar en dus nog niet stemgerechtigd is;

P. gelet op het burgereducatieproject, dat door CNCD-11.11.11 wordt uitgevoerd in samenwerking met Congolese organisaties en dat de versterking beoogt

société civile et la dynamique civile dans le cadre des élections;

Q. considérant que la liberté d'expression est aujourd'hui mise à rude épreuve, comme au cours des périodes électorales précédentes;

R. considérant que, le 22 mai 2023, le porte-parole du Service européen d'action extérieure (SEAC) a déclaré, à propos des événements récents à Kinshasa, que l'Union européenne condamnait la répression brutale d'une manifestation de l'opposition à Kinshasa le 20 mai et l'usage inapproprié de la force à l'égard des manifestants, dont des mineurs;

S. vu le rapport du réseau EURAC intitulé "Élections de 2023 en République démocratique du Congo", publié le 21 juin 2022 et exposant des analyses et des recommandations de la société civile;

T. considérant que, dans le "Rapport d'étape d'observation électorale sur l'inscription des électeurs en République démocratique du Congo" publié en mars 2023, la CENCO présente une évaluation à mi-parcours du processus électoral;

U. vu le rapport de l'institut Ebuteli intitulé "Élections à l'ère de Tshisekedi: Un mauvais départ?";

V. considérant que, selon plusieurs études, le processus actuel ne garantit pas suffisamment que les élections seront organisées et clôturées dans le délai constitutionnel;

W. considérant que des doutes subsistent en ce qui concerne l'achèvement du processus électoral pour la tenue d'élections au niveau des entités territoriales décentralisées;

X. considérant que la ministre Lahbib a déclaré, le 15 février 2023, en commission des Relations extérieures: "Afin de bénéficier d'une expertise objective sur la légitimité du scrutin, j'ai indiqué au président Tshisekedi et à d'autres candidats que j'ai rencontrés que la Belgique soutenait l'envoi d'une mission d'observation électorale européenne.";

Y. considérant que la ministre Lahbib a déclaré, le 8 mars 2023, en commission des Relations extérieures: "En ce qui concerne l'observation internationale du processus électoral en RDC, je comprends qu'une demande de mission d'observation de l'Union européenne a effectivement été envoyée entre-temps. Cette requête

van de burgermaatschappij en de burgerdynamiek rond de verkiezingen;

Q. overwegende dat de vrije meningsuiting, net als tijdens eerdere verkiezingsperiodes, sterk onder druk komt te staan;

R. gelet op de verklaringen van de woordvoerder van de Europese Dienst voor extern optreden (EEAS) op 22 mei 2023 over de recente ontwikkelingen in Kinshasa, waarin de Europese Unie de gewelddadige onderdrukking van een demonstratie van de oppositie in Kinshasa op 20 mei en het onevenredige gebruik van geweld tegen demonstranten, waaronder minderjarigen, veroordeelt;

S. gelet op het rapport "Élections de 2023 en République Démocratique du Congo" van EURAC, dat uitgebracht werd op 21 juni 2022 en dat analyses en aanbevelingen vanuit het maatschappelijke mid-denveld omvat;

T. gelet op het "Rapport d'étape d'observation électorale sur l'inscription des électeurs en République Démocratique du Congo" van CENCO van maart 2023, waarin de organisatie een tussentijdse evaluatie van het verkiezingsproces uitbrengt;

U. gelet op het rapport van Ebuteli, genaamd "Élections à l'ère de Tshisekedi – Un mauvais départ?";

V. overwegende dat het huidige proces volgens verschillende studies niet voldoende garanties biedt om de verkiezingen te organiseren en af te ronden binnen de grondwettelijke termijn;

W. overwegende dat er twijfel blijft bestaan over de voltooiing van het verkiezingsproces voor het houden van verkiezingen op het niveau van de gedecentraliseerde territoriale entiteiten;

X. gelet op de verklaringen van minister Lahbib van 15 februari 2023 in de commissie Buitenlandse Betrekkingen: "Afin de bénéficier d'une expertise objective sur la légitimité du scrutin, j'ai indiqué au président Tshisekedi et à d'autres candidats que j'ai rencontrés que la Belgique soutenait l'envoi d'une mission d'observation électorale européenne.";

Y. gelet op de verklaringen van minister Lahbib van 8 maart 2023 in de commissie Buitenlandse Betrekkingen: "En ce qui concerne l'observation internationale du processus électoral en RDC, je comprends qu'une demande de mission d'observation de l'Union européenne a effectivement été envoyée

va maintenant être étudiée par l'Union européenne. La Belgique soutiendra bien sûr cette demande congolaise.”;

Z. considérant que, lors de la mise à jour qu'il a présentée à la 52<sup>e</sup> session du Conseil des droits de l'homme qui s'est tenue le 30 mars 2023 à Genève, M. Volkan Türk, Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, a notamment fait la déclaration suivante: “Alors que des élections présidentielle, législatives et locales sont prévues en décembre de cette année, je suis profondément préoccupé par la persistance des restrictions des libertés publiques et de l'espace civique de la population congolaise. Il s'agit notamment d'entraves au droit de réunion pacifique et de menaces à l'encontre de dirigeants de l'opposition, de journalistes et de défenseurs des droits humains.”;

AA. vu le passage suivant de la note de politique générale de la ministre des Affaires étrangères pour 2023: “La Belgique, portera son attention sur les préparatifs des élections prévues en 2023 ainsi que la question de l'accompagnement de la communauté internationale, notamment en termes d'observation.”;

BB. considérant que l'accord de gouvernement dispose que “la stabilité et le développement économique dans la région des Grands Lacs et du Sahel resteront une priorité pour la Belgique”;

CC. considérant que, dans la “stratégie renouvelée de l'UE pour la région des Grands Lacs” du 20 février 2023, l'Union européenne s'engage à garantir “la tenue d'élections libres et régulières et la justice transitionnelle ainsi que la lutte contre l'impunité et la corruption.”;

DD. considérant que la mission préparatoire européenne au Congo, prévue en juin, examinera les aspects électoraux, logistiques et sécuritaires d'une mission d'observation;

#### DEMANDE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL:

1. d'apporter tout le soutien possible aux autorités congolaises en leur accordant des moyens financiers, humains, matériels et logistiques suffisants dans le cadre de leur processus électoral;

2. d'encourager vivement les autorités congolaises à respecter intégralement la Constitution du Congo, ainsi que la date butoir du 20 décembre 2023 pour leurs élections;

3. de soutenir activement le Congo, au besoin, afin de contribuer à la mise en place d'un contrôle indépendant de toutes les étapes du processus électoral;

*entre-temps. Cette requête va maintenant être étudiée par l'Union européenne. La Belgique soutiendra bien sûr cette demande congolaise.”;*

Z. gelet op de update van Volkan Türk, de Hoge Commissaris van de Mensenrechten bij de VN, in de 52<sup>e</sup> sessie van de Mensenrechtenraad in Geneve op 30 maart 2023, waarin hij onder meer aanhaalde: “With presidential, legislative and local elections scheduled in December this year, I am deeply concerned by persistent restrictions on the Congolese people's fundamental freedoms and the civic space. These include obstruction of the right to peaceful assembly and threats against opposition leaders, journalists and human rights defenders.”;

AA. gelet op de volgende passage in de beleidsnota van de minister van Buitenlandse Zaken voor 2023: “België zal aandacht schenken aan de voorbereiding van de voor 2023 geplande verkiezingen en aan de kwestie van de steun van de internationale gemeenschap, met name op het gebied van waarnemers.”;

BB. gelet op het regeerakkoord, dat stelt dat “de stabiliteit en economische ontwikkeling in het gebied van de Grote Meren en de Sahel-regio voor België een prioritair belang (blijft)”;

CC. gelet op de “Renewed EU Great Lakes Strategy” van 20 februari 2023, waarin de EU belooft “vrije en eerlijke verkiezingen en *transitional justice* te bevorderen, net als de bestrijding van straffeloosheid en corruptie.”;

DD. gelet op de Europese “pre-missie” in Congo, die in juni gepland is en die de electorale, logistieke en veiligheidsaspecten van een waarnemingsmissie zal bestuderen;

#### VERZOEK DE FEDERALE REGERING:

1. de Congolese overheid alle mogelijke steun aan te bieden door voldoende financiële, menselijke, materiële en logistieke middelen ter beschikking te stellen voor het verkiezingsproces;

2. er bij de Congolese overheid op aan te dringen om de Congolese grondwet integraal te respecteren, evenals de vastgelegde *deadline* van 20 december 2023 als verkiezingsdatum;

3. Congo actief te ondersteunen waar nodig om een onafhankelijke monitoring van alle fasen van het verkiezingsproces mee mogelijk te maken;

4. d'encourager la commission électorale CENI, en concertation avec les autorités congolaises, à poursuivre ses efforts en matière de responsabilisation et de transparence, et à renforcer la crédibilité du processus électoral, en lui demandant notamment:

4.1. de garantir la transparence du système de vote et d'enquêter de manière approfondie sur les machines à voter ayant pu tomber entre les mains de certains individus;

4.2. d'établir un cadastre de toutes les machines à voter et de communiquer de façon transparente à ce sujet;

4.3. de demander avec insistance une répartition équitable des machines à voter dans les différentes régions du Congo;

4.4. de fournir davantage d'explications à la population congolaise au sujet de la problématique de la double inscription;

4.5. de faire preuve de transparence en ce qui concerne le budget consacré aux opérations électorales et le programme de paiement conclu avec le gouvernement;

5. de demander aux autorités congolaises de tout mettre en œuvre pour que les élections du 20 décembre 2023 soient également organisées dans l'Est du Congo, à savoir dans les régions de l'Ituri, du Nord-Kivu, de Beni et de Butembo, comme dans le reste du pays;

6. de se pencher sur le rôle que pourrait jouer la MONUSCO pour garantir un climat électoral sûr;

7. d'évaluer s'il est opportun de lever l'état de siège, en vigueur depuis un an et demi, si sa levée contribue à la dimension démocratique du processus électoral;

8. de veiller à ce que le conflit qui sévit dans l'Est du Congo ne soit pas utilisé comme prétexte pour reporter les élections dans l'ensemble du pays;

9. d'associer autant que possible la société civile congolaise à ses programmes de coopération, notamment:

9.1. en renforçant son soutien à la société civile congolaise dans le triple rôle crucial qu'elle remplit, à savoir (1) l'éducation citoyenne permanente, (2) la défense des droits humains et des libertés publiques et (3) la supervision de la préparation des élections;

4. in samenspraak met de Congolese overheid de verkiezingscommissie CENI ertoe aan te moedigen haar inspanningen inzake verantwoording en transparantie voort te zetten en de geloofwaardigheid van het verkiezingsproces te versterken, door onder meer te vragen om:

4.1. transparantie in het stemsysteem te garanderen en een grondig onderzoek te voeren naar de stemmachines die in handen van individuen konden terechtkomen;

4.2. een plaatsbeschrijving van alle stemmachines op te stellen en hier transparant over te communiceren;

4.3. aan te dringen op een eerlijke verdeling van de stemmachines over de verschillende regio's in Congo;

4.4. de Congolese bevolking meer uitleg te verschaffen over de problematiek van de dubbele inschrijvingen;

4.5. transparantie aan de dag te leggen met betrekking tot het budget voor de verkiezingsoperaties en het met de regering ondertekende betalingsschema;

5. de Congolese overheid te vragen er alles aan doen om de verkiezingen in het Oosten van Congo, met name in de regio's van Ituri, Noord-Kivu, Beni en Butembo, ook te laten doorgaan op 20 december 2023, net als in de rest van het land;

6. te bekijken welke rol MONUSCO kan spelen in het garanderen van een veilig verkiezingsklimaat;

7. te onderzoeken of het opportuun is om de staat van beleg die er sinds anderhalf jaar geldt op te heffen indien dit het democratische gehalte van het verkiezingsproces ten goede komt;

8. er over te waken dat het conflict in het oosten van Congo niet misbruikt wordt om de verkiezingen in het hele land uit te stellen;

9. in haar samenwerkingsprogramma's zoveel mogelijk het Congolese maatschappelijke middenveld te betrekken door onder meer:

9.1. de ondersteuning van de Congolese civiele samenleving te versterken in haar cruciale drievoudige rol van (1) permanente burgereducatie, (2) verdediging van de mensenrechten en de openbare vrijheden en (3) toezicht op de voorbereiding van de verkiezingen;

9.2. en s'efforçant davantage d'encourager les organisations de jeunes, dès lors que la moitié de la population congolaise ne dispose pas encore du droit de vote et risque dès lors d'être oubliée et que les jeunes sont en outre des cibles particulièrement vulnérables pour les recruteurs des groupes rebelles;

9.3. en stimulant la participation des femmes et en revalorisant leur rôle en politique, afin de renforcer la représentation des femmes aux différents niveaux politiques;

9.4. en investissant dans le lien entre la population et les élections, notamment en soutenant la société civile dans l'éducation citoyenne nécessaire sur le fonctionnement de la démocratie, sur ce que l'on peut en attendre ou non et sur les droits et les devoirs qui en découlent;

9.5. en continuant à contribuer à des projets d'éducation civique et de sensibilisation et à des projets qui soutiennent la société civile, les médias et les établissements de recherche;

9.6. en plaident en faveur de la participation active de la société civile congolaise au comptage du nombre d'électeurs enregistrés et aux phases ultérieures du processus électoral;

10. de porter une attention accrue à la lutte contre les discours de haine et de veiller au respect de la liberté d'expression, qui est particulièrement menacée durant les périodes d'élections;

11. de demander aux autorités congolaises d'accorder une attention particulière au respect de la liberté de la presse, à l'accès égal des partis politiques aux médias et à la sauvegarde de la liberté de manifester et de mener campagne;

12. d'insister, au niveau européen, en faveur:

12.1. du développement d'une coopération européenne coordonnée afin de permettre le meilleur déroulement possible de l'ensemble du processus électoral congolais;

12.2. de l'adoption de sanctions s'il s'avère que le Rwanda ou d'autres pays limitrophes tentent d'influencer le processus électoral;

12.3. de l'installation d'une mission d'observation européenne susceptible d'exercer le rôle d'observateur

9.2. extra in te zetten op het stimuleren van jongerenorganisaties, aangezien de helft van de Congolese bevolking nog niet stemgerechtigd is en daardoor dreigt te worden vergeten en omdat jongeren bovendien extra kwetsbaar zijn voor personen die rekruteren voor rebellengroepen;

9.3. de participatie van vrouwen te stimuleren en de rol van vrouwen in de politiek op te waarderen, opdat er op de verschillende politieke niveaus een meer representatieve vertegenwoordiging van vrouwen komt;

9.4. te investeren in de connectie tussen de bevolking en de verkiezingen, onder meer door het maatschappelijke middenveld te ondersteunen bij de nodige burgerreductie over hoe democratie werkt, wat men er wel en niet van kan verwachten en wat het met zich meebrengt aan rechten en plichten;

9.5. te blijven bijdragen aan projecten voor burgerschapsvorming en bewustmaking en projecten die de civiele maatschappij, de media en onderzoeksinstellingen ondersteunen;

9.6. te pleiten voor het actief betrekken van het Congolese maatschappelijke middenveld bij het tellen van het aantal geregistreerde kiezers en in verdere fasen van het verkiezingsproces;

10. extra aandacht te schenken aan het tegengaan van *hate speech* en te waken over de vrijheid van meningsuiting, die zeker in verkiezingsperiodes onder druk komt te staan;

11. de Congolese overheid te vragen extra aandacht te schenken aan respect voor de persvrijheid, de gelijke toegang van politieke partijen tot de media en het waarborgen van de vrijheid om te manifesteren en campagne te voeren;

12. op Europees niveau aan te dringen op:

12.1. het uitwerken van een Europese gecoördineerde samenwerking om het volledige Congolese verkiezingsproces zo vlot mogelijk te laten verlopen;

12.2. het aannemen van sancties wanneer duidelijk wordt dat Rwanda of andere buurlanden proberen het verkiezingsproces te beïnvloeden;

12.3. het installeren van een Europese waarnemingsmissie die niet alleen tijdens de verkiezingen maar ook

externe indépendant non seulement durant les élections mais aussi dans la période qui les précède.

11 mai 2023

in de aanloop er naartoe kan fungeren als een onafhankelijke, externe waarnemersploeg.

11 mei 2023

Els Van Hoof (cd&v)